

Le pouvoir aux travailleurs

9 JANVIER 2024

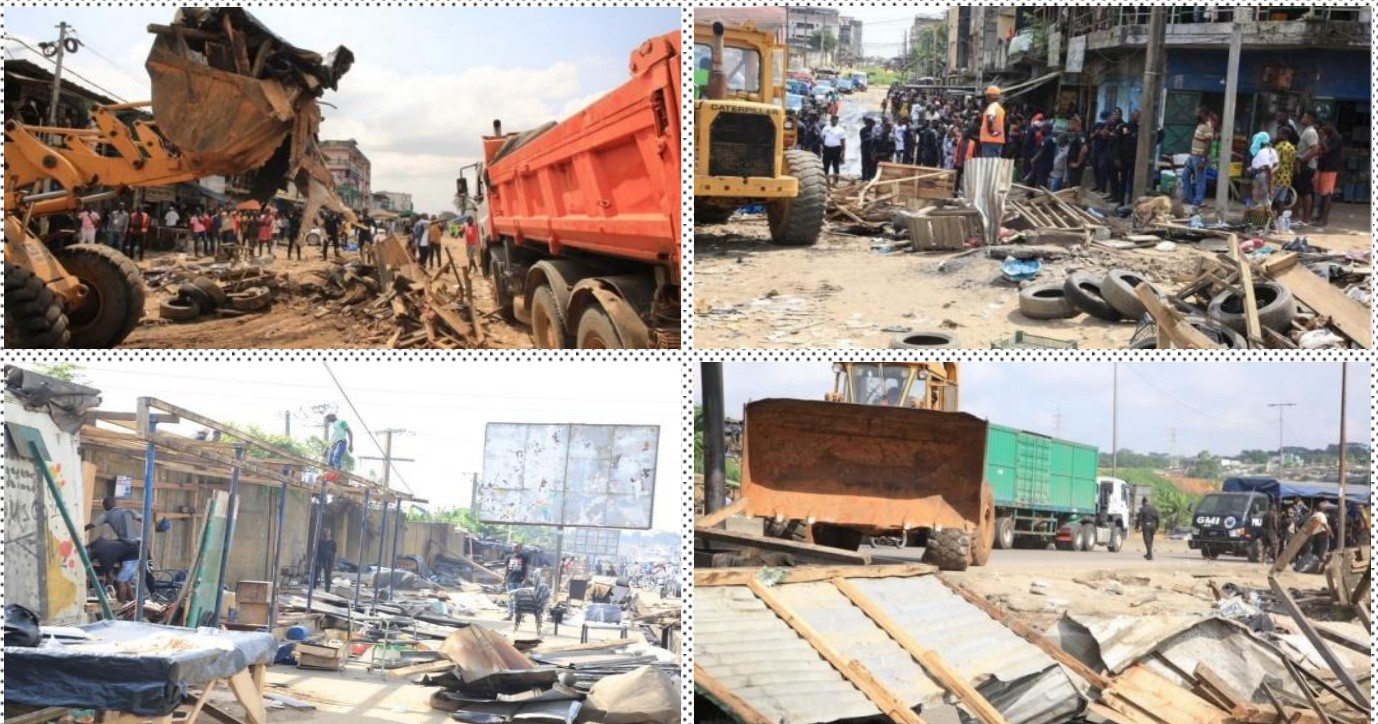
N° 300

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Nouvelle attaque des autorités du pays contre les pauvres en prélude de la CAN dans des opérations de déguerpissement aux abords des trottoirs de la ville d'Abidjan.

Éditorial

CAN OU PAS CAN, L'EXPLOITATION CONTINUE, LA LUTTE DES TRAVAILLEURS AUSSI !

Page 3

ŒUVRONS POUR QUE 2024
SOIT UNE ANNÉE DE GRÈVE
GÉNÉRALE DES
TRAVAILLEURS !

Page 4

4^{EME} PONT D'ABIDJAN :
LE PREMIER MINISTRE
ACCUEILLI PAR LES
TRAVAILLEURS COMME
IL SE DOIT

Page 6-7

VOUS AVEZ DIT
« FÊTE DU FOOTBALL » ?

Page 8

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- CAN OU PAS CAN, L'EXPLOITATION CONTINUE, LA LUTTE DES TRAVAILLEURS AUSSI !	3
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- ŒUVRONS POUR QUE 2024 SOIT UNE ANNÉE DE GRÈVE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS !	4
- ATTENTION À NE PAS NOUS LAISSER BERNER PAR TOUS CES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS !	4 - 5
- LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DOIT CHANGER	5 - 6
- 4 ^{EME} PONT D'ABIDJAN : LE PREMIER MINISTRE ACCUEILLI PAR LES TRAVAILLEURS COMME IL SE DOIT !	6 - 7
<u>.L E U R S O C I E T E</u>	
- VOUS AVEZ DIT « FÊTE DU FOOTBALL » ?	8
- DÉGUERPISSEMENTS TOUS AZIMUTS À ABIDJAN : CACHEZ-MOI CETTE MISÈRE !	8 - 9
- CNI, CARTES DE SÉJOURS ET PASSEPORTS : L'ARGENT N'EST PAS PERDU POUR TOUT LE MONDE !	9
- NOUVELLE LOI SUR LA NATIONALITÉ : UNE MANIÈRE DE DIVISER LES TRAVAILLEURS !	9
- COUPURES D'EAU, UNE INJUSTICE ENVERS LES PAUVRES	10
- INSÉCURITÉ À YOPOUGON GESCO	10
- PAROLES, PAROLES, PAROLES.....	10
- QUAND ON N'A RIEN À DIRE, IL FAUT SE TAIRE !	10 - 11
- UNE BALEINE QUI SERA DÉVORÉE PAR LES REQUINS !	11
- HARCÈLEMENTS SEXUELS, DROIT DE CUISSAGE : DES PRATIQUES INHÉRENTES À UNE SOCIÉTÉ CAPITALISTE DÉCADENTE !	11 - 12

CAN OU PAS CAN, L'EXPLOITATION CONTINUE, LA LUTTE DES TRAVAILLEURS AUSSI !

Tel un griot vantant les mérites de son maître, Ouattara a fait son propre éloge dans son allocution de fin d'année. On a eu droit à des « *j'ai fait ceci, j'ai fait cela ...* ». En matière d'autosatisfaction, il est difficile de faire mieux. À écouter ses louanges, on croirait que le lait et le miel coulent à flot dans ce pays et que c'est la belle vie pour tout le monde.

C'est une insulte pour la grande majorité de la population qui souffre de la cherté de la vie, de l'insalubrité, de l'incapacité de l'État à faire fonctionner correctement les hôpitaux publics, à construire des logements sociaux à des prix abordables pour ceux qui ont des bas revenus, à assurer l'éducation de leurs enfants dans de bonnes conditions, etc.

C'est une insulte aussi pour les travailleurs de ce pays qui triment du matin au soir et qui ne perçoivent qu'un maigre salaire ne leur permettant même pas de rentrer chez eux tous les soirs. Ces millions de travailleurs qui sont à la base de toutes les richesses produites dans ce pays, sont considérés comme des esclaves, juste bons à être exploités pour enrichir les capitalistes qui, eux, mènent la belle vie, ici comme ailleurs.

La vie des travailleurs et de la grande majorité de la population qui vit misérablement, ne fait pas partie des préoccupations de Ouattara et de tous ceux qui dirigent ou veulent diriger ce pays. Eux, quand ils parlent de « *performance économique* », de « *développement* », de « *progrès* », « *émergence* » et autres qualificatifs, c'est toujours du point de vue de la classe des possédants, de ceux qui profitent du système capitaliste.

Cela ne doit pas nous étonner ni nous attrister mais au contraire nous convaincre que nous les travailleurs, nous n'avons rien à attendre de ces gens-là car ils ne sont que des serviteurs ou des candidats au poste de serviteurs de ce système capitaliste fondée sur l'exploitation des travailleurs et sur la recherche du profit maximum. Cela n'est pas propre à notre pays, c'est un système mondial dont la Côte d'Ivoire n'est qu'un maillon.

Si nous voulons changer notre sort, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, collectivement. Notre force c'est notre nombre et le rôle clé que nous jouons dans la production des richesses et dans tous les rouages de l'économie. Sans notre travail, le pays est paralysé. Si nous prenons conscience de la force de notre classe sociale, nous pouvons défendre nos intérêts par la grève et par la mobilisation dans nos quartiers.

Et c'est parce qu'ils craignent que notre colère n'explode au grand jour que nos dirigeants profitent des festivités ou des compétitions sportives comme la CAN pour nous abreuver de discours patriotiques et nous faire croire que tous les habitants de ce pays, riches et pauvres, ont les mêmes intérêts. Pendant ce temps, l'exploitation continue de plus belle. De plus, pour soi-disant embellir les villes où vont se dérouler les matchs, le gouvernement a procédé à de nombreuses opérations de déguerpissements en chassant les petites gens qui tentent de survivre en faisant du petit commerce le long des rues. Mais ce n'est pas parce qu'on va repousser la misère loin du regard des touristes et des journalistes qui vont affluer à l'occasion de la CAN qu'elle va disparaître pour autant.

L'opération publicitaire que le gouvernement veut faire autour de la CAN en montrant un pays propre, moderne et attrayant ne trompera que ceux qui veulent fermer les yeux, boucher le nez et les oreilles !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

ŒUVRONS POUR QUE 2024 SOIT
UNE ANNÉE DE GRÈVE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS !

Dans son discours de fin d'année, Ouattara, en tant que garant des intérêts des riches, a remercié les dignitaires des centrales syndicales d'avoir signé la « *trêve sociale* », c'est-à-dire l'engagement de ne pas mobiliser les travailleurs pour faire la grève mais de s'asseoir à la « *table de négociation* ». Ce qui leur permet de jouer le rôle de l'avocat des travailleurs et en même temps de « *pompier social* » auprès de l'État et des grands patrons en cas de grève.

Les capitalistes ont en effet besoin d'une certaine « *paix sociale* » pour tirer le maximum de profit de l'exploitation des travailleurs. Pour cela, ils sont prêts à lâcher quelques miettes pour acheter la complicité de ceux qui sont reconnus officiellement comme des représentants des travailleurs.

Pour autant, la « *trêve sociale* » signée d'année en année n'est pas une garantie car les travailleurs ne suivent pas forcément les consignes de ces centrales syndicales et ils ont bien raison car ceux qui

dirigent ces syndicats sont loin des préoccupations des travailleurs et sont prêts à trahir les grèves au profit de leurs intérêts de boutique.

Face aux travailleurs en lutte, lorsque ces pompiers de service ne parviennent pas à éteindre le feu, l'État dispose des forces de « *maintien de l'ordre* », la police et l'armée, pour les réprimer.

Dans la situation actuelle où les travailleurs font face à toutes sortes d'augmentations du coût de la vie et d'aggravation des conditions de travail, ce ne sont pas les signatures des centrales syndicales sur la feuille de la « *trêve sociale* » qui les empêcheront de lutter pour défendre leurs intérêts vitaux. La colère du monde du travail finira bien par exploser tôt ou tard à la figure des capitalistes et de leurs laquais au pouvoir et dans le mouvement ouvrier.

La grève générale des travailleurs, c'est le meilleur vœu qu'on peut souhaiter pour 2024 !

ATTENTION À NE PAS NOUS LAISSER BERNER
PAR TOUS CES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS !

À l'occasion de la nouvelle année, les hommes politiques au service des riches y sont allés de leurs vœux. 2025, année électorale pour les présidentiels, n'est pas loin. Chacun apprête déjà sa cuillère pour aller à la soupe. Ils disent une chose aujourd'hui et diront le contraire demain si la voie qui mène à la mangeoire vient à changer.

Tidjane Thiam, le président du PDCI appelle à « *l'union des ivoiriens* » pendant que l'un de ses bras droits, Brédoumy Soumaïla, candidat au poste de secrétaire général du même parti, crache

son venin ivoiritaire et xénophobe. Ainsi, leur parti a deux fers au chaud selon l'option qui sera porteuse en 2025. Quant à Pascal Affi N'Guessan, frustré de ne pas avoir obtenu un poste à la mangeoire auprès de Ouattara malgré son quasi-ralliement au Rhdp, il revêt de nouveau son costume de « *rassembleur* ». C'est que depuis toutes ces années à l'écart du pouvoir, il doit avoir bien faim !

Adama Bictogo, qui espère certainement représenter le Rhdp à la place de Ouattara, parle « *d'année de fraternité* », même s'il pense le contraire

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

et prépare peut-être la guerre ! D'ailleurs, un membre du Rhdp a déjà dit : « *la victoire, rien que la victoire* ».

De son côté, Simone Gbagbo parle de « *réconciliation vraie entre filles et fils du pays* » tout en essayant d'opposer les populations dites autochtones avec celles qu'elle désigne comme issues de l'immigration. C'est un langage de xénophobe dont elle est coutumière et qu'elle essaie de remettre sur le tapis pour remobiliser sa clientèle politique. Ça sent la pourriture à plein nez !

On aurait pu passer en revue les propos des autres politiciens ayant pignon sur rue tels que Gbagbo, Soro Guillaume, Blé Goudé et consorts. Comme tous les autres, ils peuvent dire tout et son contraire selon leurs intérêts du moment. Comme le dit si bien Stéphane Kipré, le vice-président du parti de Gbagbo : « *je suis 100% homme politique, 100% chrétien et 100% homme d'affaires* ».

En conclusion, méfions-nous à 100% de tous ces bonimenteurs et démagogues !

LA SITUATION DES TRAVAILLEURS DOIT CHANGER

Dans les zones industrielles, les usines, les chantiers et les docks, la situation des travailleurs continue de se dégrader jour après jour. Embauchés permanents ou journaliers, les travailleurs vivent les mêmes conditions difficiles de travail et des lendemains incertains. Ci-dessous le témoignage de deux ouvriers.

Travailleur à Gandour, zone industrielle de Yopougon...

« *J'ai eu 20 ans cette année et l'année dernière encore j'étais lycéen. Cela fait 3 mois que je suis journalier à Gandour dans la zone industrielle de Yopougon. Mon contrat sur le papier doit durer 11 mois et non renouvelable, mais rares sont ceux qui vont jusqu'à terme. Les petits chefs chargés du recrutement sont trop pressés de choisir de nouvelles têtes parce que chaque nouvelle recrue est obligée de leur verser l'équivalent d'une quinzaine de jours de salaire.*

Quand tu commences à l'usine, tu reçois comme équipement, un tee-shirt et un badge qui sont déduits de ta quinzaine. Les chaussures fermées et autres équipements de protection sont à ta charge quelle que soit la section où tu es affecté.

Chaque section au sein de l'usine a ses problèmes. Par exemple, aux produits

éclaircissants, les ouvriers sont continuellement exposés aux produits qu'ils manipulent sans protections adéquates. Du coup, plus tu y passes du temps, plus ta peau a tendance à éclaircir. Dans ma section, le travail est très physique. J'ai perdu des kilos dès la première quinzaine.

Pourtant, ce n'est pas la dureté du travail qui nous préoccupe le plus. À Gandour le travail n'est pas toujours garanti. Tu peux effectuer le déplacement et c'est à la porte de l'usine que tu es informé qu'il n'y a pas travail. À la journée ainsi perdue, s'ajoutent les frais de déplacement. Déjà que la paie est limite, alors quand des jours sautent, cela complique la quinzaine suivante.

Je vis encore chez mes parents, mais j'ai des collègues qui sont des pères de famille. Et certaines quinzaines, je me demande comment ils arrivent à joindre les deux bouts avec ce qu'ils ont gagné. »

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Travailleur à Filtisac...

« Je suis ouvrier à Filtisac depuis plus de 20 ans dont plus de la moitié en tant que journalier. Cette entreprise fait partie d'un groupe qui est une multinationale dont le siège se trouve en France.

Nos salaires ne sont pas terribles. Ils nous permettent en temps normal de tenir à peine le mois au prix de maintes privations et de sacrifices. Et quand survient un imprévu comme c'est le cas souvent, cela nous plonge dans la spirale de la dette.

Il n'y a pas longtemps, un parent proche est tombé malade. Pour faire face aux dépenses d'urgence, je me suis endetté auprès de ma banque. Maintenant, il me faudra plusieurs mois pour éponger cet emprunt. En attendant, chaque fin de mois est devenue encore plus incertaine.

Ce que je vis actuellement est le lot de presque tous les travailleurs. Même avec un travail régulier, l'ouvrier n'est pas en mesure de se mettre à l'abri du besoin. Il vit à la lisière de la misère. Son travail engraisse ses employeurs et tous les profiteurs qui exploitent sa situation difficile. »

Le cri des canuts, ouvriers de la soie de la ville de Lyon (en France) lors de leur révolte en 1831 sonne plus fort que jamais : « Vivre libre en travaillant ou mourir en combattant. ». Il est impératif que les ouvriers s'organisent pour acquérir dans la lutte leur émancipation «politiquement, intellectuellement et matériellement ». C'est seulement quand la classe ouvrière prendra le contrôle de la société que le travail ne sera plus une « malédiction », mais une source d'épanouissement pour toute la société humaine.

4^{EME} PONT D'ABIDJAN : LE PREMIER MINISTRE ACCUEILLI PAR LES TRAVAILLEURS COMME IL SE DOIT !

Les travailleurs du 4^{ème} pont d'Abidjan ont manifesté bruyamment le lundi 18 décembre 2023 pour dénoncer une fois encore les mauvaises conditions de travail qu'ils subissent.

Ce pont est réalisé par CSCEC, une entreprise chinoise qui à son tour a engagé trois sociétés de placement de main-d'œuvre, à savoir : GTS, SAER et SNS. Ce sont elles qui ont en charge le recrutement, la paye des salaires ainsi que la déclaration des travailleurs à la Cnps. Ces ouvriers sont tous considérés comme des journaliers payés à la quinzaine alors que certains ont plus de deux ans de présence.

Sur ce chantier, presque chaque année les travailleurs font grève pour dénoncer les bas salaires, la précarité des contrats, la non-déclaration à la Cnps, les renvois abusifs, etc.

Ce lundi 18 décembre ils se sont de nouveau mis en grève et ont bloqué toutes

les activités pour se faire entendre. Ça tombait bien puisque c'était le jour de la visite du Premier Ministre sur ce chantier. À moins d'un mois avant le début de la Can, le chantier n'était toujours pas fini, ça commençait donc à urger. Ce qui explique le déplacement du Premier Ministre. C'était aussi une occasion à saisir pour les travailleurs en lutte.

Donc c'est très tôt le matin qu'ils se sont rassemblés au lieu qu'ils avaient fixé entre eux la veille. Aux environs de 10H, ils étaient plusieurs centaines à s'attrouper sur le pont. La police a tenté de les disperser, mais elle s'est rendue vite compte que les grévistes étaient déterminés et surtout que leur nombre ne faisait qu'augmenter.

Pour calmer l'ardeur des travailleurs avant l'arrivée du Premier Ministre, le coordinateur de L'Ageroute a été dépêché sur le lieu mais il n'y est pas parvenu. C'est finalement le Premier Ministre lui-même

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

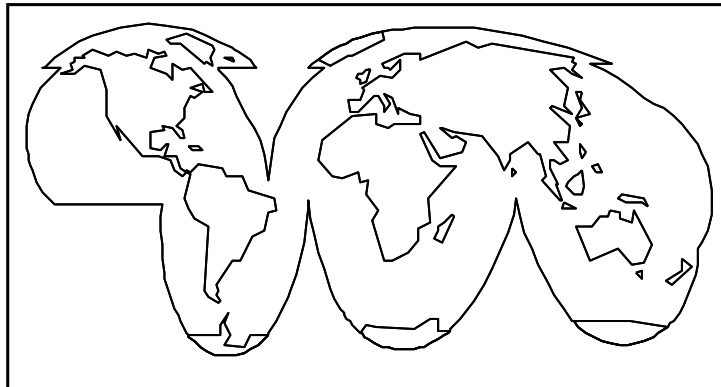
qui a mis les pieds à terre pour s'entretenir avec les travailleurs, en présence de tous. Pour les amadouer, il a promis que toutes leurs préoccupations seront prises en compte le lendemain. Il a ensuite donné trois millions aux travailleurs pour « *les fêtes de fin d'année* ». Une miette pour plus de 400 travailleurs.

Le lendemain de leur mouvement, quelques travailleurs ont reçu des contrats à durée indéterminée, mais qu'est-ce que cela signifie puisque la fin des travaux est

prévue pour fin février ? Autant dire que c'est juste une manière de diviser les travailleurs.

Pour le moment, les travailleurs, anciens comme nouveaux, continuent de se mobiliser pour « *les droits de fin contrat* ». C'est leur mobilisation qui a obligé le chef du gouvernement à les écouter, C'est avec ce même genre d'actions et de mobilisation qu'ils ont une chance d'obtenir leurs dus.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

VOUS AVEZ DIT « FÊTE DU FOOTBALL » ?

L'organisation de la Can a donné l'occasion à certains dirigeants de montrer leurs talents d'expert en mangécratie. À ce sujet, des polémiques sur certaines affaires ont enflé sur la toile et c'est loin d'être finie.

Il y a eu l'affaire des maillots officiels. Le Comité d'organisation de la Can, le Cocan, semblait vouloir exiger le port de ce maillot à tout spectateur ivoirien pour accéder au stade. Il a annoncé qu'il allait traquer tout maillot ne provenant pas de ses structures officielles. Le coût de ce maillot a été fixé à 59 000 F, ce qui est proprement scandaleux ! Cette situation a fait jaser dans les réseaux sociaux. Certains ont dit qu'ils iraient au stade avec des maillots de leur choix. Toute cette polémique a obligé le Cocan à annoncer que le maillot officiel n'était pas obligatoire.

Ensuite il y a eu l'affaire de l'interdiction de la retransmission des matchs de la Can dans les maquis, restaurants et lieux publics. Là aussi, de nombreuses personnes ont protesté dans les réseaux sociaux. Les représentants du Cocan ont expliqué que ce n'est pas interdit mais « soumis à condition ». Belle hypocrisie !

Toutes les occasions sont bonnes pour les organisateurs de ce tournoi pour s'en mettre plein les poches. Personne n'a oublié le scandale des 20 milliards dépensés pour les gazons qui n'ont pas tenu à la première pluie au stade d'Ebimpé. Il y a sans doute d'autres magouilles et détournements d'argent de ce genre mais dont on n'a pas eu vent.

Ce n'est pas « la fête du football » comme le proclament les organisateurs de la Can, mais à coup sûr celle du business et de la magouille.

DÉGUERPISSEMENTS TOUS AZIMUTS À ABIDJAN : CACHEZ-MOI CETTE MISÈRE !

L'organisation de la Can a donné à nouveau un prétexte aux autorités du pays pour s'en prendre aux pauvres. Elles ont lancé une campagne de déguerpissement aux abords des trottoirs de la ville d'Abidjan pour cacher aux touristes la misère qu'elles-mêmes ont contribué à générer.

Ainsi à Abobo Samaké, récemment les petits commerçants ont été chassés manu militari et leurs étales ravagés par des bulldozers. C'est le même triste spectacle qu'on peut voir un peu partout sur les trottoirs des grandes artères de la ville. La nouveauté, c'est que les pelleteuses vont maintenant jusqu'à l'intérieur des quartiers, ce qui ne se faisait pas auparavant.

Certains quartiers de la commune de Yopougon en ont déjà fait les frais : Siporex, Gesco, Espace Ghandi, Temple de la joie, etc, tous ces endroits ont été démolis et les commerçants chassés. Même au Plateau, le premier acte du gouverneur du district d'Abidjan fraîchement nommé, a été de casser le marché Djè Konan, un endroit où les petits fonctionnaires et les petites gens travaillant dans ce centre-ville vont se restaurer et se retrouver entre midi et deux.

La liste des endroits démolis est longue. Que vont faire toutes ces petites gens qui ont ainsi perdu leur gagne-pain pour vivre et faire vivre leur famille ? Où iront-elles ? Ça, c'est le dernier des soucis

L E U R S O C I E T E

des autorités qui commanditent ce genre d'opération. Le gouvernement est incapable de régler un tant soit peu le problème du chômage qui gangrène la société. Mais quand il s'agit de s'en prendre aux pauvres, alors là, il y va à fond.

Il y a un adage très populaire qui dit : « *Nos dirigeants, plutôt que de lutter contre la pauvreté comme ils prétendent, préfèrent*

lutter contre les pauvres ». Cet adage prend tout son sens avec ce qui se passe actuellement.

Mais ce que ces derniers oublient trop souvent, c'est qu'à force pousser à bout de nerf les pauvres, ils finiront par récolter une révolte. Et ils ne l'auront pas volée !

CNI, CARTES DE SÉJOURS ET PASSEPORTS : L'ARGENT N'EST PAS PERDU POUR TOUT LE MONDE !

Dans le dernier rapport de la Cour des comptes, il ressort que l'État de Côte d'Ivoire n'a reçu que la somme de 86. 713 F sur les cartes de séjour et 792.000 F sur les passeports et Cartes nationales d'identité (CNI) produites en 2022. Cette somme est tellement insignifiante que cela revient à dire que des centaines de millions, voire plusieurs milliards ont été détournés des caisses de l'État.

Dans ce rapport, ce sont les entreprises ONECI et SNEDAÏ qui sont pointées du doigt. Et comme par hasard, l'une d'elle appartient à une personnalité politique haut-placée, Adama Bictogo, l'actuel président de l'Assemblée nationale. Soyons sûrs qu'il s'en sortira avec quelques

égratignures, à moins qu'il s'agisse d'un règlement de compte entre des crocodiles de haut rang.

Ce genre de pratiques de détournements de l'argent public mélangés avec de la corruption ainsi que les trafics de toutes sortes, sont monnaie courante même si elles ne sont dévoilées qu'exceptionnellement. Ce n'est pas propre à la Côte d'Ivoire, ça existe dans le monde entier. Ce ne sont pas des « *anomalies* » dans le fonctionnement du système capitaliste, elles font partie du système. On ne peut y mettre fin qu'en prenant le mal à sa racine, c'est-à-dire en mettant fin au capitalisme.

NOUVELLE LOI SUR LA NATIONALITÉ : UNE MANIÈRE DE DIVISER LES TRAVAILLEURS !

Le 27 décembre dernier, les députés ont adopté un projet de loi qui modifie la loi sur l'acquisition de la nationalité ivoirienne par le mariage avec un ivoirien ou une ivoirienne. Auparavant, l'acquisition de la nationalité était automatique avec le mariage. Désormais, il faut que le « *non-ivoirien* » ou la « *non-ivoirienne* » fasse la preuve de son intérêt pour la nationalité ivoirienne et fasse une période probatoire de 5 ans qui est réduite à 3 si deux enfants sont nés du mariage.

Comme partout dans le monde, quand il s'agit d'exploiter les travailleurs, le

capitaliste ne fait pas de distinction entre travailleurs « *immigrés* » et autres. L'essentiel pour lui, c'est qu'il en tire le maximum de profit en l'exploitant.

Par contre, les riches en Côte d'Ivoire comme partout ailleurs trouvent toujours les moyens de diviser les travailleurs en les catégorisant en journalier, embauché, en CDD, en CDI, etc. Et comme cela ne leur suffit pas, ils viennent encore ajouter : ivoirien, immigré, avec papier, sans papier, etc. Pour nous les communistes, le prolétaire n'a pas de patrie ! Sa patrie, c'est l'humanité !

L E U R S O C I E T E

COUPURES D'EAU, UNE INJUSTICE ENVERS LES PAUVRES

La Sodeci avait annoncé une coupure d'eau dans certains quartiers de Yopougon à partir du 14 décembre. Elle avait promis de ravitailler les quartiers avec les camions citernes.

À Yopougon Cité Verte, la coupure a duré deux semaines. Les camions étaient trop peu pour satisfaire les besoins en eau de la population. Des résidents achetaient de l'eau avec des sociétés privées à 6 000 F le mètre cube. D'autres allaient en chercher dans d'autres quartiers à 100 F le récipient de 20 ou 25

litres ce qui revient encore à 6.000 F le mètre cube auxquels s'ajoute le prix du transport.

À Yopougon-Gesco c'est encore pire. L'eau ne coule plus du robinet dans certains secteurs depuis des années.

Quand on sait que la Sodeci vend le mètre cube d'eau à moins de 300 F, cela signifie que ces populations pauvres payent la même quantité 20 fois plus chère ! Derrière la Sodeci, c'est l'État qui est responsable de cette situation.

INSÉCURITÉ À YOPOUGON GESCO

Le 1^{er} janvier, un homme blessé a été retrouvé à Yopougon Gesco Monde Arabe en bordure de l'autoroute du nord. Quelques semaines avant, un autre a été tué au même endroit.

Les quartiers de riches ne subissent pas ce genre d'insécurité car il y a assez de forces de l'ordre pour veiller.

En plus, ceux-ci ont les moyens pour avoir des vigiles à leur service.

Pour sécuriser nos quartiers, c'est nous-mêmes qui pouvons le faire. Ce que les populations pauvres subissent dans leurs quartiers n'est pas le souci des autorités.

PAROLES, PAROLES, PAROLES...

Tidjane Thiam, nouveau président du PDCI RDA et candidat à l'élection présidentielle de 2024 multiplie les sorties et se présente comme le politicien qui dira «*la vérité*» aux ivoiriens. Il nous rappelle un certain Alassane Ouattara, candidat, qui avait fait des affiches pour parler de la cherté de la vie et qui demandait de ne pas donner sa voix à la pauvreté.

Aujourd'hui, il est très loin de tout cela. Il est dans l'autosatisfaction, mais la

pauvreté n'a pas reculé, bien au contraire !

Mais bon, ce sont ceux qui croient que tous ces politiciens sont là pour les aider à mieux vivre qui peuvent croire leurs blablas.

Karl Marx disait, il y a 175 ans, que «*l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*». Cette phrase reste toujours d'actualité !

QUAND ON N'A RIEN À DIRE, IL FAUT SE TAIRE !

La ministre de la Fonction Publique a dit récemment qu' «*on ne paye pas pour entrer à la fonction publique*». Cette déclaration a fait rire plus d'un dans ce pays car les achats de place dans la fonction publique est un véritable secret de polichinelle.

Le chômage est tel que pour le moindre concours, ce sont des milliers et

des milliers de jeunes qui se précipitent pour candidater. On peut citer en exemple le concours d'entrée au CAFOP (Centre d'animation et de formation pédagogique) où pour seulement 5 000 places à pourvoir, il y a eu 67 000 candidats. Idem pour L'INFAS qui recrute des infirmiers et sages-femmes, 135 000 candidats ont concouru pour 9 500 places.

L E U R S O C I E T E

C'est à peu près la même situation dans les autres concours d'entrée dans la fonction publique. Non seulement, il faut corrompre pour espérer obtenir une place, mais chaque année le coût des places ne

fait qu'augmenter parce que les hauts dignitaires et les hommes politiques qui ont des influences se réservent des postes pour leurs protégés.

UNE BALEINE QUI SERA DÉVORÉE PAR LES REQUINS !

Tel un père Noël, Ouattara nous a fait miroiter pour 2027 les prétendus bénéfiques du projet d'exploitation du gisement de gaz intitulé d'un nom bien évocateur, la « *baleine* ».

Pour sûr, la multinationale italienne qui en aura l'exploitation en tirera de gros profits. Pour ce qui est des populations pauvres, il suffit d'interroger le passé, voire le présent, pour imaginer ce qu'elles en tireront.

Nulle part les découvertes de ce genre ne se sont traduites par un progrès pour les populations, bien au contraire. Au Nigéria, la convoitise des grandes puissances autour de la découverte du pétrole a donné naissance à la guerre de Biafra entre 1967 et 1970. Aujourd'hui, ce pays fait toujours partie de l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) mais qui en profite ? Certainement pas la population dont une grande partie continue de vivre dans l'extrême pauvreté.

Au Soudan, ils sont déjà au nombre de 6 millions qui meurent de famine, à cause de la guerre pour le contrôle du pétrole. En République Démocratique du Congo (RDC) dont le sol est réputé être l'un des plus riches du monde, il y a de nombreuses « *baleines* » mais les guerres que se livrent les seigneurs de guerre pour mettre sous leur coupe ces vastes territoires riches en minerais tant recherchés par les capitalistes ont déjà fait 6 millions de morts, 4 millions de déplacés et des populations dévastées par la misère et la pauvreté.

Alors, dans ce monde dominé par l'argent, les « *baleines* » et autres projets de ce genre sont faits pour enrichir avant tout les capitalistes des grandes puissances. Les capitalistes locaux récolteront évidemment leur part du gâteau. Les hommes politiques qui se disputent le pouvoir auront aussi le droit de ramasser les miettes tombées de la table bien garnie de ces messieurs les capitalistes.

HARCÈLEMENTS SEXUELS, DROIT DE CUISSAGE : DES PRATIQUES INHÉRENTES À UNE SOCIÉTÉ CAPITALISTE DÉCADENTE !

La fédération sportive de taekwondo est secouée en ce moment par un scandale de harcèlement sexuel et de droit de cuissage sur des athlètes féminins.

Tout est parti des plaintes d'une athlète plusieurs fois médaillée qui s'est plainte de ne pas avoir été sélectionnée dans l'équipe nationale suite à son refus de céder aux avances de son entraîneur. Pour cela, elle a d'abord adressé des courriers de protestation à sa fédération. Mais elle s'est heurtée à un mur. Elle ne va pas s'arrêter là. Elle va s'adresser à

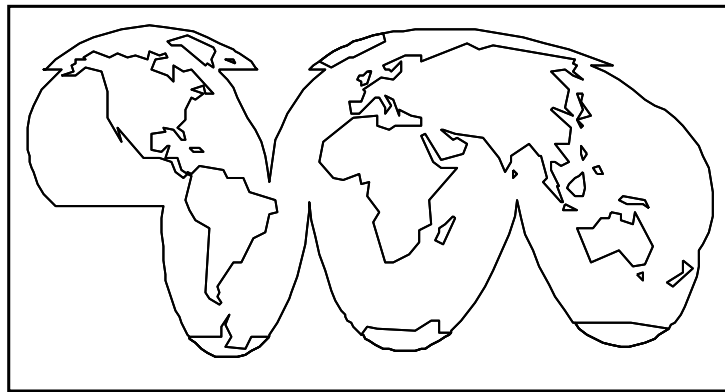
son ministère de tutelle, un cran plus haut, pour se faire entendre. Dès que l'affaire a éclaté, ça a été comme un déclic. Les langues ont commencé à se délier. Des témoignages d'autres athlètes filles ont commencé à fuser de toutes parts, attestant que ce type de pratiques est généralisé dans cette fédération.

Comme pour éviter que l'affaire ne prenne une toute autre dimension, la fédération s'est empressée de virer les mis en cause. Cela ne règlera rien au problème.

L E U R S O C I E T E

Nous vivons dans une société capitaliste foncièrement injuste et inégalitaire où les forts écrasent les faibles sans vergogne. Dans cette société, les femmes sont la plupart du temps reléguées au second plan et souvent considérées comme de simples objets

sexuels. C'est révoltant et c'est tant mieux si les victimes sont nombreuses à dénoncer ce qu'elles subissent. Elles peuvent compter sur la solidarité de tous ceux qui comme nous, veulent changer la société de fond en comble.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.